



Tendances conjoncturelles

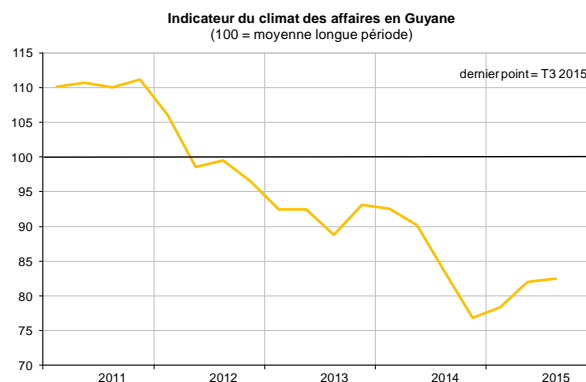
3^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

Faible progression de l'indicateur du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en faible progression au troisième trimestre de l'année 2015 (+0,5 point) pour s'établir à 82,5 points. Il se situe à 17,5 points en deçà de sa moyenne de longue période. La composante passée contribue positivement à l'évolution de l'indicateur (+0,7 point) alors que la contribution de la composante future est négative (-0,2 point).

Les entrepreneurs sont plus nombreux à ne pas envisager d'investir à l'horizon d'un an, et l'investissement au troisième trimestre se dégrade à nouveau.



T
E
N
D
A
N
C
E
S

ÉQUATION ÉCONOMIQUE DIFFICILE POUR LE BRÉSIL

Dans son dernier rapport « Perspectives économiques globales, publié le 6 octobre, le FMI (Fonds monétaire international) a abaissé ses prévisions de croissance pour le Brésil, entré en récession au deuxième trimestre 2015. L'institution anticipe désormais une contraction de 3,0 % pour l'année 2015 contre seulement -1,5 % précédemment prévue et table sur une récession en 2016 de 1,0 % contre une croissance de +0,7 % initialement retenue. Les économistes du FMI expliquent cette nouvelle inflexion à la baisse notamment par la détérioration du climat politique et la chute du cours des matières premières. L'inflation élevée (+9,6 % sur un an) et la pression à la baisse sur le real contribuent également à peser sur les perspectives économiques du pays.

La Coface, qui a abaissé la note du pays à B (sur une échelle de 7 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque), évoque la baisse de la consommation et de l'investissement, comme facteurs négatifs à la dynamique économique. L'institution pointe la menace de déséquilibre budgétaire, résultant du recul des rentrées fiscales lié à la faiblesse de l'activité économique. De plus, les futures coupes budgétaires annoncées en septembre par le gouvernement à hauteur de 17 milliards de dollars (gel des hausses de salaires du secteur public et réduction des programmes sociaux) pèseront sur la croissance brésilienne au cours des prochains trimestres selon les économistes de la Coface.

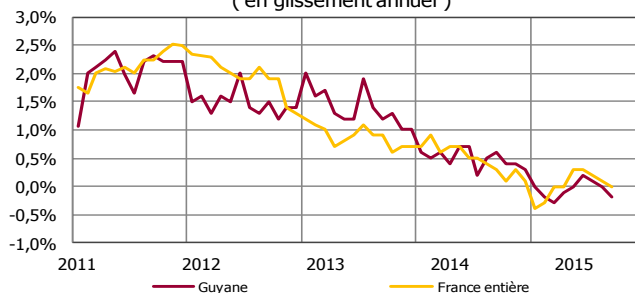
L'abaissement de la note souveraine de la septième économie mondiale par l'agence de notation Standard's and Poor's de BBB- à BB+ assortie d'une perspective négative, dites catégorie « spéculative », pourrait renchérir les taux d'emprunt du pays, compliquant d'autant le rétablissement de ses comptes publics.

Stabilité des prix

Au troisième trimestre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) est stable, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Tous les postes de l'indice des prix s'inscrivent en baisse à l'exception des produits alimentaires (+1,2 %). Les prix de l'énergie et des produits manufacturés se contractent notamment de 0,9 % et 0,4 %.

Sur un an, l'indice des prix à la consommation est également stable. La hausse des prix des produits alimentaires (+0,9 %) et des services (+0,9 %) a compensé le recul sensible des prix de l'énergie (-2,7 %).

Evolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

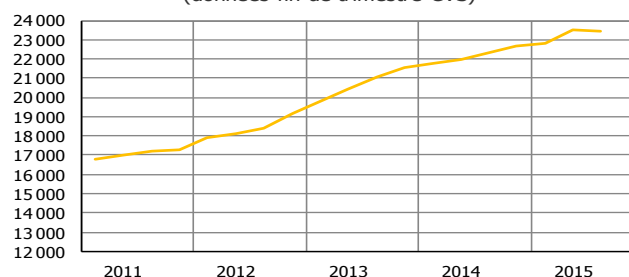
Un marché du travail en très légère amélioration

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en léger recul de 0,2 % (CVS) au troisième trimestre 2015 et demeure en hausse sur un an (+5,0 %).

Le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an reste une nouvelle fois marqué par une sensible augmentation en glissement annuel (+6,7 %), signe d'une fragilisation durable du marché du travail.

Contrairement aux deux précédents trimestres de l'année 2015, on observe une augmentation significative des offres d'emploi collectées pour le troisième trimestre 2015 (+41,6 % contre -15,5 % au deuxième trimestre). Cet accroissement trouve son origine dans l'importante progression du nombre d'offres d'emploi durable (+29,6 %).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données fin de trimestre CVS)

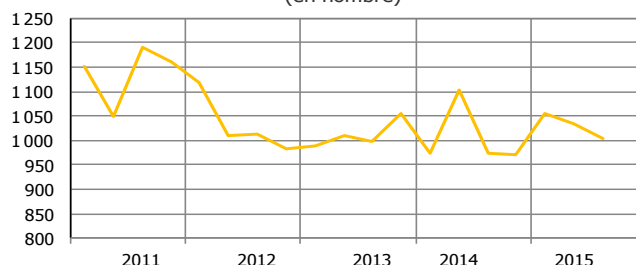


Source : Pôle emploi / Direccte

Une consommation des ménages en demi-teinte

Au troisième trimestre, la consommation des ménages se situe dans un contexte délicat. En effet, on enregistre à la fois une augmentation de 2,9 % (CVS) des importations de biens de consommation et une nette contraction des importations de biens d'équipement électriques et ménagers de 7,4 % (CVS). Dans le même temps, les ventes de véhicules de tourisme s'inscrivent une nouvelle fois en retrait, à -2,8 % (CVS) pour ce trimestre.

Ventes de véhicules de tourisme neufs
(en nombre)



Sources : Somafi, CVS/CJO Iedom

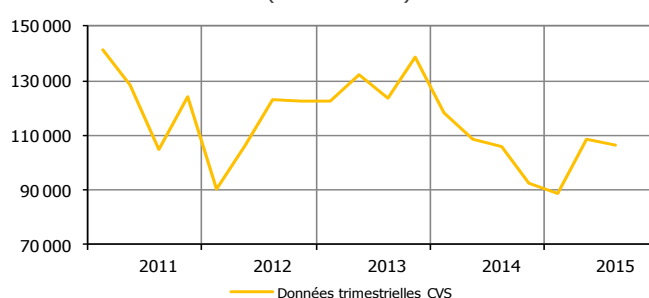
Signaux mitigés sur l'investissement

L'évolution des indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises révèle une situation contrastée. D'un côté, on constate une diminution des importations de biens d'équipement (-1,9 %, CVS). Mais on observe aussi, de l'autre côté, une hausse sensible des ventes de véhicules utilitaires (+10,7 %, CVS) et une intensification des créations d'entreprises (+7,8 % CVS).

Dans une situation encore incertaine, les prévisions d'investissement à un an formulées par les chefs d'entreprise sont défavorables.

Hormis le secteur primaire et les industries agroalimentaires qui envisagent d'investir d'ici un an, les perspectives d'investissement des autres secteurs demeurent une nouvelle fois mal orientées, plus particulièrement pour les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie.

Importations de biens d'équipement
(en milliers d'€)

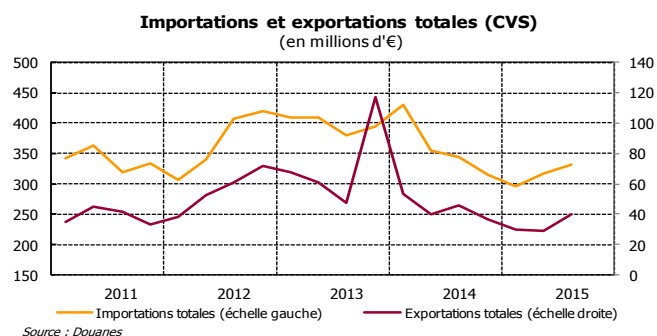


Source : Douanes

Amélioration des échanges extérieurs

Les exportations enregistrent une progression nettement plus importante que lors des précédents trimestres (37,4 % CVS contre -2,3 % et -18,4 % CVS respectivement pour le deuxième et le premier trimestre 2015). Cette tendance s'explique par la hausse des postes relatifs aux matériels de transport d'une part, et produits métallurgiques et métalliques d'autre part.

L'évolution des importations fait ressortir une seconde hausse consécutive observée depuis juin 2015 (+4,7 % CVS à fin septembre 2015). Cette performance trouve son origine dans la hausse des postes correspondants aux produits des industries agroalimentaires ainsi que celui des produits pétroliers raffinés et coke.



UN BILAN SECTORIEL CONTRASTÉ

Au cours du troisième trimestre 2015, le bilan de la filière animale est mitigé. Les importations de bovins et de porcins fléchissent (respectivement -3,3 % et -13,9 % CVS) alors que les abattages sont en progression (soit +9,2 % pour les bovins et +3,3 % pour les porcins, CVS).

Dans le secteur de la pêche, les exportations de crevettes font état d'une baisse non négligeable au troisième trimestre 2015 (-50,8 % en CVS). Pour leur part, les exportations de poissons connaissent un léger recul (-24,3 % en CVS).

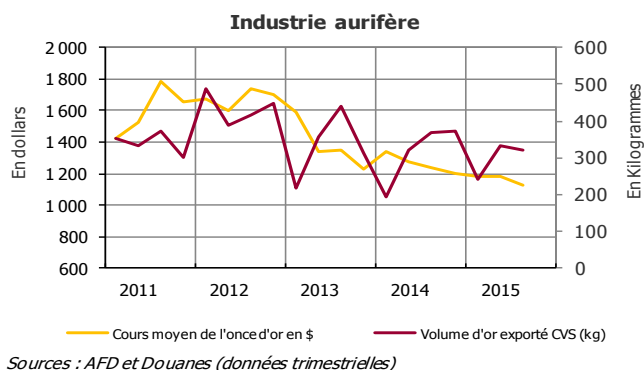
Contrairement à la première moitié de l'année 2015, l'activité du secteur des industries agroalimentaires est mal orientée pour ce trimestre. En effet, les exportations diminuent de 27,1 % (CVS) après avoir connu une croissance de 17,1 % (CVS) au précédent trimestre.

Selon l'enquête de conjoncture menée par l'Iedom, les chefs d'entreprise du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** jugent leur activité une nouvelle fois bien orientée pour le troisième trimestre mais anticipent une détérioration dans les prochains mois. Par ailleurs, ils conservent leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an.

Avec quatre lancements et la mise en orbite de huit satellites au troisième trimestre, **l'activité spatiale** se stabilise en glissement annuel et s'accélère par rapport au trimestre précédent (pour rappel, trois tirs avaient été effectués et cinq satellites lancés). Cette activité devrait rester soutenue d'ici à la fin de l'année, puisque les objectifs de lancement affichés sont de l'ordre de 11 à 12 tirs sur l'ensemble de l'exercice 2015 (à fin septembre, 9 tirs ont déjà été effectués).

Le cours de l'once d'or demeure en baisse au deuxième trimestre 2015 (-5,7 % en CVS), les exportations du **secteur aurifère** sont également en recul. Ainsi, les exportations en volume et en valeur se réduisent-elles respectivement de 4,4 % (CVS) et de 15,9 % (CVS).

De manière générale, les chefs d'entreprise du secteur **des industries** hors agroalimentaire jugent que leur activité est mal orientée et ce, dans un contexte où le poids de leurs charges s'accroît et leurs délais de paiement se rallongent. Leurs perspectives d'investissement à un an se dégradent.

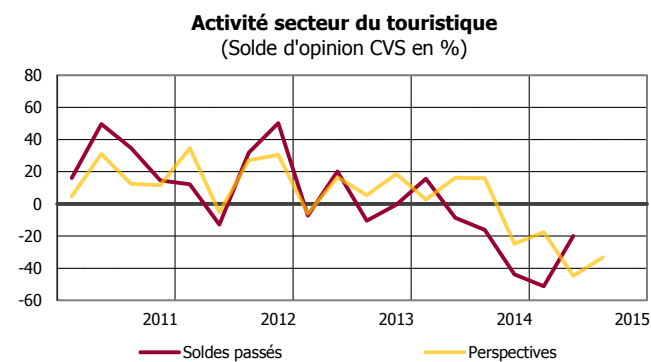


Dans le **secteur de la construction**, l'activité s'améliore au troisième trimestre mais demeure toutefois dégradée. Les ventes de ciment (hors filler, liant et big bag) progressent pour la première fois sur l'année 2015, à +11,0 % (CVS) après avoir enregistré un recul de 8,1 % (CVS) au deuxième trimestre. Les professionnels sont affectés par un niveau de trésorerie qu'ils estiment insuffisant et ce, en raison d'une dégradation de leurs délais de paiement et de leurs charges. Malgré cette situation les anticipations des chefs d'entreprise sont favorables quant à l'évolution de leur activité dans les prochains mois.

Pour le troisième trimestre de l'année 2015, le courant des affaires du **secteur du commerce** demeure mal orienté. Cependant, les prévisions d'activité font part d'une amélioration de celle-ci. Les chefs d'entreprise jugent que leur trésorerie reste favorable mais considèrent toutefois que l'allongement de leurs délais de paiement, est préjudiciable. Par ailleurs, ils sont plus nombreux qu'au précédent trimestre à ne pas éprouver le désir d'investir d'ici les douze prochains mois.

Pour le cinquième trimestre consécutif, l'activité du **secteur des services marchands** reste dégradée malgré un ralentissement de cette tendance. L'impact de l'accroissement des délais de paiement, conjugué à la réduction du poids des charges, a eu pour effet de minorer le rétablissement de la trésorerie des entreprises. Les chefs d'entreprise n'anticipent pas d'amélioration de leur activité au quatrième trimestre, néanmoins, ils sont plus nombreux à envisager d'investir d'ici les douze prochains mois.

Le jugement des chefs d'entreprise du **secteur touristique** reste pessimiste quant à l'orientation de leur activité malgré une moindre dégradation. Par ailleurs, le niveau de leur trésorerie demeure préoccupant. Dans ce contexte peu rassurant pour les affaires, leurs prévisions d'investissement se situent à un faible niveau. De même, les prévisions d'activité pour le prochain trimestre témoignent de leur inquiétude chronique. En parallèle, le nombre de passagers est en repli de 3,2 % (CVS), tout comme la fréquentation hôtelière qui chute à -20,3 % (CVS).



ÉCONOMIE MONDIALE : UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ÉMERGENTS QUI OBÈRE LA CROISSANCE MONDIALE

Selon les données préliminaires collectées par le FMI dans le cadre de l'actualisation de ses prévisions économiques d'octobre, la croissance mondiale a été inférieure aux prévisions tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Elle devrait s'inscrire à +3,1 % en 2015, après +3,4 % en 2014. Le ralentissement de la croissance mondiale serait lié au fléchissement de la croissance dans les pays émergents, non compensé par le timide redressement opéré par les économies avancées et notamment celles de la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance du premier semestre a été plus faible que prévu, mais la reprise devrait toutefois se poursuivre, en liaison avec la baisse des prix de l'énergie, le desserrement de la contrainte budgétaire, le renforcement des bilans et la meilleure tenue du marché immobilier, facteurs qui contrebalanceraient l'impact de l'affermissement du dollar sur les exportations. Au total, la croissance se situerait à 2,6 % en moyenne en 2015 (après +2,4 % en 2014). Les premières estimations de la croissance au troisième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,4 % contre 1 % le trimestre précédent.

Au Japon, après une année 2014 décevante (-0,1 %), une croissance faiblement positive serait enregistrée en 2015, dans un contexte de consommation atone.

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015. Le FMI table sur une croissance stable en Allemagne (+1,6 % en 2014 et + 1,5 % en 2015), mais en nette accélération en France (de +0,2 % en 2014 à +1,2 % en 2015) et surtout en Espagne (+1,4 % en 2014 et +3,1 % en 2015).

En France, selon les chiffres de l'INSEE du troisième trimestre 2015, le PIB en volume a progressé de 0,3 %, après une croissance nulle au deuxième trimestre (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages se redressent (+0,3 % après 0,0 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières accélère légèrement (+0,7 % après +0,5 %).

Le fléchissement de la croissance dans les pays émergents s'expliquerait principalement par le ralentissement enregistré en Chine et les difficultés des pays exportateurs de pétrole. En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance ralentirait selon le FMI à +6,8 % en 2015 (après +7,3 % en 2014) tandis qu'elle serait stable en Inde (+7,3 %). Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,8 %) et au Brésil (-3 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE, BEA

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achevé d'imprimer : 15 décembre 2015 – Dépôt légal : Décembre 2015 – ISSN 1952-9619